



Par

**CLAUDE
WEILL**

Des députés, pour quoi faire ?

Il paraît qu'en privé Emmanuel Macron s'inquiète d'avoir une majorité « presque trop » large. Ce sont des problèmes de riche. Le chef de l'Etat redouterait-il qu'une majorité pléthorique, au surplus peuplée d'élus inexpérimentés, voire de néophytes ignorant tout des contraintes et des pièges du job, ne s'avère difficile à « cadrer », comme il dit ? Je pencherais plutôt pour une boutade...

Le gouvernement, en tout cas, ne ménage pas ses efforts pour compliquer la tâche des candidats de La République en marche ! et donner « du grain à moudre » à ses opposants.

Hausse de la CSG (dont LR et la France insoumise ont fait leur cheval de bataille), mise en chantier de la réforme du Code du travail (avec des fuites qui ont fait s'étrangler les syndicats de salariés), détricotage de

la réforme des collèges et des rythmes scolaires (sujets radioactifs s'il en est), énième loi antiterroriste, qui vise peu ou prou, comme l'écrit *Le Monde*, à instaurer un « état d'exception permanent » : en temps ordinaires, il y aurait là de quoi multiplier les foyers d'incendie et mettre en péril n'importe quel gouvernement. Et là, rien. Ou si peu. Comme le constatent députés, sur le terrain, les candidats socialistes et républicains, « rien ne prend ». Comme le dit l'un d'eux, « les gens se disent : à la présidentielle, on a commencé à faire le ménage ; maintenant, il faut finir le boulot ». Malheur aux sortants !

Mais au fait, à quoi servent les députés si les législatives sont une formalité, une simple ratification de l'élection présidentielle ? C'est bien la question à laquelle sera confrontée demain le pouvoir macro-

nien, qui devra réinventer la relation entre l'exécutif et le législatif, instaurer un nouveau mode de fonctionnement des institutions : un nouveau « système », plus ef-

ficace, débarrassé des postures politiciennes et des oppositions stériles, pour remplacer celui que les Français ont mis au rebut. Si danger il y a, ce serait d'ailleurs plutôt celui du « béni-oui-ouïsme » que celui de l'indiscipline. On imagine mal des députés inexpérimentés, sans notoriété ni réelle implantation,

élus sur le seul nom d'Emmanuel Macron, se mettre à fronder contre celui auquel ils doivent tout. Sans doute, le « groupe Macron » sera composite. Il aura sa gauche, son centre et sa droite. C'est dans son ADN. Et il y a là matière à désaccords, débats, compromis. Tant mieux. Un Parlement, ça sert à parlementer. Mais aussi à assurer l'équilibre et la séparation des pouvoirs. Pas à jouer les godillots. Lors de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait exprimé le souhait de régénérer la pratique parlementaire : il se promettait de lutter contre l'incontinence législative, en limitant le temps consacré à l'examen des lois pour permettre aux députés de mieux assumer leur fonction d'investigation et de contrôle de l'exécutif. On verra si la présidence qui s'annonce « jupitérienne » persiste dans ces bonnes intentions. D'ordinaire, Jupiter n'aime guère voir son autorité discutée. Ce n'est pas le moindre des défis, peut-être des gageures, qui attendent le nouveau chef de l'Etat. Elu à cause de, ou grâce à, la crise de la représentation et l'épuisement du « système », il lui faut refonder le pacte démocratique avec un pays inquiet, fracturé qui, paradoxalement, aspire, en effet, à plus d'autorité, de verticalité, et en même temps à plus d'écoute, de participation : d'horizontalité.

Si ses doutes et ses contradictions ne trouvent pas à s'exprimer au Parlement, c'est la rue qui prendra la parole.

*« D'ordinaire, Jupiter
n'aime guère voir
son autorité discutée. »*